

## COMMUNAUTE FRANÇAISE -- FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

[S - C - 29318]

F. 95 - 2312

**7 AVRIL 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par le décret du 27 décembre 1993;

Vu la loi du 31 juillet 1984 de redressement, notamment l'article 83 alinéa 1er, modifié par le décret du 26 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 1er décembre 1970, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1er septembre 1983, 1er août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993 et 4 juillet 1994;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements tel que modifié par les arrêtés royaux du 15 avril 1977, du 30 mars 1981, par les arrêtés royaux n° 69 du 20 juillet 1982 et n° 70 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 22 mars 1985 et 27 mars 1985, par la loi portant des mesures fiscales et autres du 1er août 1985, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1986, 13 janvier 1988 et 20 décembre 1988, et par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992;

Vu le protocole du Comité du secteur IX des 9 janvier, 20 janvier, 3 février et 13 février 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 avril 1994;

Vu l'accord du Ministre de la Communauté française ayant le Budget dans ses attributions, donné le 5 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Éducation,

Arrête :

## CHAPITRE 1er. - De la mission et des attributions

**Article 1er.** Il est créé un Centre d'auto-formation et de formation continuée, compétent pour les personnels des établissements d'enseignement de plein exercice et de promotion sociale de la Communauté française, à l'exclusion de l'enseignement universitaire. Celui-ci porte le nom de Centre d'autoformation et de formation continuée de la Communauté française, en abrégé : C.A.F., ci-après dénommé "le Centre".

**Art. 2.** Sans préjudice des dispositions des arrêtés royaux fixant les attributions des services de l'Administration et les règlements organiques des services d'inspection chargés de la surveillance des établissements d'enseignement de la Communauté française, le Centre a pour mission de promouvoir des actions de formation en cours de carrière pour les personnels des établissements d'enseignement de la Communauté française, à l'exclusion des établissements d'enseignement universitaire.

Les actions de formation du Centre sont également accessibles au personnel technique des C.P.M.S. de la Communauté française.

**Art. 3.** Dans le cadre de sa mission, ledit Centre :

1° apporte son concours à la préparation et à l'animation de journées pédagogiques ou de stages dont les thèmes, contenus et bénéficiaires sont déterminés en concertation avec l'inspection de la discipline concernée ou avec l'Administration de l'Organisation des Etudes;

2° répond aux demandes d'aide ou de soutien pédagogique qui peuvent lui être adressées par les différents personnels des établissements d'enseignement de la Communauté française visés à l'article 1er;

3° prépare et anime des réunions de travail pour des groupes d'enseignants d'un établissement sur des thèmes proposés par la direction de l'établissement demandeur;

4° met à la disposition des personnels des établissements d'enseignement de la Communauté française précités un centre de documentation pédagogique;

5° produit, édite des documents et outils pédagogiques à l'intention des mêmes bénéficiaires et en assure la diffusion et la vente;

6° prépare et anime des journées pédagogiques ou des stages relatifs à l'utilisation des moyens audio-visuels et informatiques dans l'enseignement.

Les activités du Centre sont, dans toute la mesure du possible, organisées dans des établissements d'enseignement de la Communauté française, ou dans des internats et homes d'accueil ou dans des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française.

**Art. 4.** La préparation, l'organisation et l'animation des journées pédagogiques et de stages sont concertées avec l'Inspecteur ou les Inspecteurs compétents pour la discipline concernée ou avec l'Administration de l'Organisation des Etudes et avec le Directeur du Centre.

#### CHAPITRE II. — De l'organisation et du fonctionnement

**Art. 5. § 1.** Il est institué un Conseil de gestion qui définit les politiques du Centre.

Le Conseil de gestion soumet à la signature du Ministre compétent, des conventions de collaboration et de coopération avec les Pouvoirs organisateurs d'autres réseaux de caractère non confessionnel.

Il fixe les besoins du Centre en matière de personnel de maîtrise et de gens de métiers et service, en tenant compte, d'une part, des dispositions légales décrétales et réglementaires applicables aux établissements d'enseignement organisés par la Communauté française et, d'autre part, des tâches spécifiques du Centre.

Il procède au recrutement et au licenciement des membres de ce personnel contractuel.

Il propose au Ministre compétent la désignation des chargés de mission dans les limites fixées à l'article 8 ci-après.

Toute décision ayant trait au recrutement et au licenciement du personnel contractuel ou touchant aux conditions générales de travail est prise après avis préalable et motivé du Comité de concertation de base créé au sein du Centre visé à l'article 1er.

§ 2. Le Conseil de gestion se compose de l'Administrateur général de l'Organisation des Etudes qui le préside, des inspecteurs généraux, de l'administrateur pédagogique, des inspecteurs coordonnateurs concernés et du directeur du Centre.

En outre, le Conseil de gestion comprend :

- 1° un chef d'établissement d'enseignement fondamental;
- 2° un chef d'établissement d'enseignement secondaire;
- 3° un chef d'établissement d'enseignement spécial;
- 4° un directeur de C.P.M.S.;
- 5° un chef d'établissement d'enseignement supérieur;
- 6° un chef d'établissement de l'enseignement de promotion sociale.

Les membres du Conseil de gestion visé à l'alinéa 2 appartiennent à l'enseignement organisé par la Communauté française et sont désignés par le Ministre.

Leur mandat est de 4 ans renouvelable une fois.

§ 3. Le secrétariat du Conseil de gestion est assuré par l'Administrateur secrétaire qui a voix consultative.

Le Conseil de gestion se réunit au moins quatre fois par an et détermine son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre.

**Art. 6.** Le cadre du Centre se compose des emplois suivants :

1° Directeur .....	1
2° Chargés de mission .....	28
3° Administrateur secrétaire ou premier secrétaire comptable ou secrétaire comptable chargé de la comptabilité .....	1
4° Assistant bibliothécaire ou premier rédacteur ou rédacteur .....	1
5° Rédacteur ou premier rédacteur .....	3
6° Commis-dactylographe ou premier commis-dactylographe .....	2

**Art. 7.** Au chapitre II D, c. de l'arrêté de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est ajouté un point 19 rédigé comme suit :

"Directeur d'un Centre d'autoformation et de formation continuée".

**Art. 8.** Par dérogation à l'article 1er de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie des membres du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, l'emploi de directeur d'un Centre d'autoformation et de formation continuée est accessible aux membres du personnel titulaires de l'une des fonctions de recrutement ou de sélection suivantes :

1. professeur de cours généraux, professeur de morale, professeur de cours spéciaux, professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

2. chef d'atelier dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

3. proviseur, sous-directeur dans l'enseignement secondaire du degré supérieur.

**Art. 9.** Les membres du personnel visés à l'article 8 doivent répondre aux conditions suivantes :

1. être titulaires à titre définitif d'une fonction à prestations complètes dans l'enseignement de la Communauté française;

2. être porteurs du titre requis pour l'une des fonctions visées à l'article 8;

3. compter une ancienneté de service de 10 années au moins et une ancienneté de fonction de 6 ans au moins dans l'enseignement de la Communauté française.

Cette ancienneté de service et cette ancienneté de fonction sont calculées conformément à l'article 85 a, b, c, d, e et f de l'arrêté royal du 2 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel dans l'enseignement de l'Etat;

4. avoir obtenu la mention Bon au dernier bulletin de signalement et au dernier rapport d'inspection;
5. introduire sa candidature dans la forme et le délai fixé par l'appel aux candidats.

**Art. 10.** Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré un article 102ter rédigé comme suit :

"par dérogation à l'article 97, les candidats à la fonction de directeur du Centre d'autoformation et de formation continuée sont classés dans l'ordre de leurs mérites par un jury constitué par le Ministre.

Pour classer les candidats, le jury prend en considération les bulletins de signalement, les rapports d'inspection et tous les éléments apportés par le candidat qui ont contribué à lui assurer une formation et une expérience qui répondent au profil de la fonction à conférer".

**Art. 11.** Au chapitre D - Personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire supérieur -, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, il est inséré entre les fonctions de directeur d'un Centre technique et pédagogique et de sous-directeur, la fonction de "directeur d'un Centre d'Autoformation et de Formation continuée : échelle 422".

**Art. 12.** Le directeur du Centre d'autoformation et de formation continuée est nommé par le Gouvernement. Il conserve ses titres à l'avancement de traitement et une nomination dans d'autres fonctions de promotion.

**Art. 13.** Les chargés de mission doivent satisfaire aux conditions suivantes : faire partie du personnel directeur et enseignant visé à l'article 1er de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, et être nommés à titre définitif.

Ils sont désignés pour un terme de deux ans par le Ministre qui a les établissements d'enseignement concernés dans ses attributions. Leur mandat est renouvelable.

Pendant la durée de leur détachement, les membres du personnel susvisés bénéficient d'un congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement.

Les emplois sont attribués de la manière suivante :

- une unité pour l'enseignement maternel ordinaire,
- trois unités pour l'enseignement primaire ordinaire et spécial,
- une unité pour l'enseignement secondaire spécial,
- dix-huit unités pour l'enseignement secondaire des degrés inférieur et supérieur - cours généraux,
- deux unités pour l'enseignement secondaire des degrés inférieur et supérieur - cours techniques et cours de pratique professionnelle,
- une unité pour l'enseignement secondaire des degrés inférieur et supérieur - cours spéciaux,
- une unité pour l'enseignement supérieur;
- une unité pour l'enseignement de promotion sociale.

Pour des tâches particulières et exceptionnelles, le Ministre peut désigner des chargés de mission supplémentaires, et ce pour une durée déterminée.

**Art. 14.** Les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service sont engagés sous contrat de travail.

**Art. 15.** Par dérogation aux dispositions des articles 8, 9 et 10 du présent arrêté, le membre du personnel chargé actuellement de la direction du Centre est nommé à titre définitif à la fonction de directeur du centre d'Autoformation et de Formation continuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Il bénéficiera de l'échelle de traitement 422.

Le membre du personnel visé ci-dessus conserve ses titres à l'avancement de traitement et à une nomination dans d'autres fonctions de promotion.

**Art. 16.** Un article 19bis est ajouté à l'arrêté royal du 29 décembre 1984 relatif à la gestion matérielle et financière des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat.

Il est rédigé comme suit :

"Par dérogation aux dispositions énoncées au présent chapitre, les recettes et les dépenses du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'Enseignement de la Communauté française sont soumises aux règles générales du contrôle administratif et budgétaire applicables au budget de la Communauté française".

**Art. 17.** La direction d'administration des bâtiments scolaires de la Communauté française assure la gestion des bâtiments du Centre.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1995.

**Art. 19.** Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 avril 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

Ph. MAHOUX

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

[S - C - 29318]

N. 95 - 2312

**7 APRIL 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
tot oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continue"  
voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, bij het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en bij decreet d.d. 27 december 1993;

Gelet op de herstellwet d.d. 31 juli 1984, inz. op art. 83, 1e lid, gewijzigd bij decreet van 26 juni 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 22 september 1967, 21 oktober 1968, 1 december 1970, 25 november 1976, 16 december 1981, nr. 296 d.d. 31 maart 1984,

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 4 april 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering d.d. 10 juni en 19 juli 1993 en 4 juli 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1974, ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 11 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulp personeel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1977, nr. 69 van 20 juli 1982, van 28 april 1983, bij de wet van 31 juli 1984, bij de koninklijke besluiten van 22 en 27 maart 1985, bij de wet van 1 augustus 1985, bij de koninklijke besluiten van 12 november 1986, 13 januari en 20 december 1988, bij het besluit van de Executieve d.d. 2 januari 1992;

Gelet op het protocol van Sectorcomité IX d.d. 9 januari, 20 januari, 3 februari en 13 februari 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 20 april 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister bevoegd voor de begroting van de Franse Gemeenschap, gegeven op 5 maart 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Opdracht en bevoegdheden**

**Artikel 1.** Een "Centre d'autoformation et de formation continue" wordt opgericht voor het personeel van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, met volledig leerplan of voor sociale formatie, behalve het universitair onderwijs. Dit centrum, kortweg C.A.F., wordt hierna het centrum genoemd.

**Art. 2.** Onverminderd de bepalingen van de koninklijke besluiten tot vaststelling van de bevoegdheid van de bestuursdiensten en de organieke regeling van de inspectiediensten voor toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap moet dit Centrum opleidingen tijdens de loopbaan bevorderen voor het personeel van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, met uitsluiting van het universitair onderwijs, en voor het personeel van de PMS-centra van de Franse Gemeenschap.

**Art. 3.** In het kader van zijn opdracht moet het centrum :

1° bijdragen tot de voorbereiding en leiding van pedagogische dagen of stages waarvan thema, inhoud en begunstigden bepaald worden in overleg met de vakinspectie of met het bestuur Organisatie van het Onderwijs;

2° gevolg geven aan de vragen voor pedagogische bijstand, uitgaande van het personeel van de in artikel 1 bedoelde inrichtingen;

3° werkvergaderingen voorbereiden en leiden voor groepen leerkrachten van een inrichting, over thema's voorgesteld door de directie van de verzoekende inrichting;

4° een centrum voor opvoedkundige documentatie ter beschikking van het personeel van bedoelde inrichtingen stellen;

5° pedagogische documenten en instrumenten voor de begunstigden uitwerken, uitgeven, verspreiden, verkopen;

6° pedagogische dagen of stages voorbereiden en leiden over het gebruik van audiovisuele middelen en informatica in het onderwijs.

De activiteiten van het centrum vinden zoveel mogelijk plaats in onderwijsinrichtingen internaten, tehuizen of openluchtcentra van de Franse Gemeenschap.

**Art. 4.** De pedagogische dagen en stages worden voorbereid, ingericht en geleid in overleg met de bevoegde vakinspecteurs of het bestuur Organisatie van het Onderwijs en de Directeur van het Centrum.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie en Werking*

**Art. 5. § 1.** Een raad van beheer wordt opgericht om het beleid van het centrum te bepalen.

Hij legt de bevoegde Minister overeenkomsten voor samenwerking met de inrichtende machten van andere niet-confessionele netten, ter ondertekening voor.

Hij bepaalt de behoeften van het centrum inzake meesters-, vak en dienstpersoneel, gelet op de wetten, decreten en verordeningen, toepasselijk op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, en op de specifieke taken van het centrum.

Hij voorziet in de werving of afdanking van die contractuelen.

Hij stelt de bevoegde Minister de aanstelling van opdrachthouders voor, binnen de in artikel 8 hierna gestelde perken.

Elke beslissing tot werving of afdanking van contractuelen of betreffende de algemene werkvoorwaarden wordt getroffen na een met redenen omkleed advies van het basisoverlegcomité opgericht in het centrum.

**§ 2.** De raad van beheer omvat de administrateur-generaal van de Organisatie van het Onderwijs, die de raad voorziet, de inspecteurs-generaal, de pedagogisch beheerder, de betrokken inspecteurs-coördinatoren en de directeur van het centrum, alsook :

- 1° een inrichtingshoofd uit het basisonderwijs;
- 2° een inrichtingshoofd uit het secundair onderwijs;
- 3° een inrichtingshoofd uit het buitengewoon onderwijs;
- 4° een directeur van een PMS-centrum;
- 5° een inrichtingshoofd uit het hoger onderwijs;
- 6° een inrichtingshoofd uit het onderwijs voor sociale promotie.

De leden bedoeld sub 1° t/m 6° behoren tot het onderwijs van de Franse Gemeenschap en worden door de Minister aangesteld.

Hun mandaat duurt 4 jaar en kan eenmaal vernieuwd worden.

**§ 3.** Het secretariaat van de raad wordt waargenomen door de beheerder-secretaris, die raadgevende stem heeft.

De raad vergadert ten minste viermaal per jaar en bepaalt zijn huishoudelijk reglement, dat de Minister ter goedkeuring voorgelegd wordt.

**Art. 6.** De formatie van het centrum omvat volgende betrekkingen :

1° directeur .....	1
2° opdrachthouders .....	28
3° beheerder-secretaris of (eerste) secretaris-boekhouder .....	1
4° hulpbibliothecaris of (eerste) opsteller .....	1
5° (eerste) opsteller .....	3
6° (eerste) klerk-typist .....	2

**Art. 7.** Hoofdstuk II, D. c. van het besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs en van het niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en de ambten van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht over die inrichtingen, wordt aangevuld als volgt :

"19. directeur "Centre d'autoformation et de formation continuee".

**Art. 8.** In afwijking van artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te worden in bevorderingsambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het rijksonderwijs, kan de betrekking van directeur van een "Centre d'autoformation et de formation continuee" begeven worden aan een personeelslid, titularis van een van onderstaande wervings- of selectieambten :

1. leraar algemene vakken, leraar zedenleer, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, praktijkleraar, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs;

2. werkmeester in het hoger secundair onderwijs;

3. provisor, onderdirecteur in het hoger secundair onderwijs.

**Art. 9.** De in artikel 8 bedoelde personeelsleden moeten :

1. vast benoemd zijn in een voltijds ambt in het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

2. houder zijn van het voor een in artikel 8 bedoeld ambt vereiste bekwaamheidsbewijs;

3. in het onderwijs van de Franse Gemeenschap ten minste 10 jaar dienstanciënniteit en ten minste 6 jaar ambtsanciënniteit tellen, berekend overeenkomstig artikel 85, a t/m f., van het statutair koninklijk besluit van 22 maart 1969;

4. de vermelding "goed" gekregen hebben in de jongste signalementstaat en het jongste inspectieverslag;

5. zich kandidaat stellen in de vorm en de termijn, bepaald in de opdracht tot de kandidaten.

**Art. 10.** In voormeld statutair koninklijk besluit van 22 maart 1969 wordt een artikel 102ter ingevoegd :

"In afwijking van artikel 97 worden de kandidaten voor het ambt van Directeur van een "Centre d'autoformation et de formation continuee" gerangschikt volgens hun verdiensten door een door de Minister samengestelde examencommissie. Bij die rangschikking houdt men rekening met de signalementstaten, de inspectieverslagen en alle door de kandidaat aangevoerde gegevens waaruit een vorming en een ervaring blijken, die met het profiel van het te begeven ambt overeenstemmen.

**Art. 11.** In hoofdstuk D - Bestuurs- en onderwijzend personeel van het hoger secundair onderwijs - van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psychomedisch-sociale centra van de Staat, wordt tussen directeur van een technisch-pedagogisch centrum en onderdirecteur het ambt "directeur "Centre d'autoformation et de formation continuee" : schaal 422" ingevoegd.

**Art 12.** De directeur van het centrum wordt door de Regering benoemd. Hij behoudt zijn aanspraak op weddeverhoging en op benoeming in andere bevorderingsambten.

**Art. 13.** De opdrachthouders moeten deel uitmaken van het in art. 1 van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969 bedoelde bestuurs- en onderwijzend personeel en vast benoemd zijn.

Ze worden door de voor de betrokken inrichtingen bevoegde Minister aangesteld voor een mandaat van 2 jaar, dat vernieuwbaar is.

Tijdens hun detachering zijn zij met verlof voor een opdracht in het belang van het onderwijs.

De betrekkingen worden als volgt toegewezen :

- 1 eenheid voor het gewoon kleuteronderwijs,
- 3 eenheden voor het gewoon en buitengewoon lager onderwijs,
- 1 eenheid voor het gewoon en buitengewoon secundair onderwijs,
- 10 eenheden voor het lager en hoger secundair onderwijs : algemene vakken,
- 2 eenheden voor het lager en hoger secundair onderwijs : technische vakken en beroepspraktijk,
- 1 eenheid voor het lager en hoger secundair onderwijs : bijzondere vakken,
- 1 eenheid voor het hoger onderwijs,
- 1 eenheid voor het hoger onderwijs voor sociale promotie.

Voor bijzondere en uitzonderlijke taken kan de Minister voor een bepaalde duur bijkomende opdrachthouders aanstellen.

**Art 14.** De leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel worden in dienst genomen volgens een arbeidsovereenkomst.

**Art. 15.** In afwijking van artikel 8 t/m 10 van dit besluit wordt het personeelslid belast met de leiding van het centrum op de datum van inwerkingtreding van dit besluit vast benoemd tot directeur "Centre d'autoformation et de formation continuee".

Hij geniet de weddeschaal 422.

De in dit artikel bedoelde personeelsleden behouden hun aanspraak op een benoeming in een bevorderingsambt en op weddeverhoging.

**Art. 16.** Aan het koninklijk besluit van 29 december 1984 betreffende het materieel en financieel beheer van de rijksdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs, wordt een artikel 19bis toegevoegd.

Het luidt als volgt :

"In afwijking van de bepalingen van dit hoofdstuk zijn de ontvangsten en uitgaven van het "Centre d'autoformation et de formation continuee" voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap onderworpen aan de algemene regeling die inzake bestuurs- en begrotingscontrole toepasselijk is op de begroting van de Franse Gemeenschap".

**Art. 17.** De bestuursdirectie Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap beheert de gebouwen van het centrum.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1995.

**Art. 19.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap

De Minister van Onderwijs,

Ph. MAHOUX

**7 AVRIL 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création d'un Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par le décret du 27 décembre 1993;

Vu la loi du 31 juillet 1984 de redressement, notamment l'article 83, alinéa 1er, modifié par le décret du 26 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 1er décembre 1970, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1er septembre 1983, 1er août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993 et 4 juillet 1994;

Vu l'arrêté royal du 15 juin 1970 instituant un service technique dans la partie francophone du pays, modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1981;